

---

# Jeudi noir à Jérusalem

---

Jean-Christophe Ploquin

La suspicion est récurrente au sein du gouvernement israélien, qu'il soit travailliste ou nationaliste de droite: Yasser Arafat, président de l'Autorité palestinienne, est soupçonné de double-jeu à l'égard de la violence politique palestinienne anti-israélienne. Dernier exemple en date, la responsabilité des affrontements entre des manifestants et policiers palestiniens, et les forces de sécurité israéliennes, du 25 au 27 septembre 1996, a été immédiatement attribuée par le gouvernement de Benyamin Netanyahu au chef de l'OLP. Les affrontements ont fait au total 84 morts dont 67 Palestiniens, 15 Israéliens et deux Égyptiens. La journée la plus mortelle a été le jeudi 26 septembre, dont le bilan s'élève à plus de 70 tués.

Benyamin Netanyahu lui-même, dès le 26 septembre, a accusé Yasser Arafat d'avoir donné des «ordres délibérés» visant à multiplier la violence, afin de pouvoir peser sur le gouvernement israélien. *«L'accalmie constatée (depuis vendredi) prouve que la police palestinienne, quand elle le veut, peut maintenir l'ordre sur le terrain»*, déclarait en outre le samedi 28 septembre le général Shlomo Yanai, commandant militaire de la «région sud» qui comprend la bande de Gaza. *«Yasser Arafat a provoqué des émeutes sanglantes dans l'espoir de marquer des points politiques»*, a surenchéri le général Amos Gilaad, un haut-responsable des renseignements militaires.

Le récit de certains acteurs palestiniens du drame ne permet pourtant pas d'attribuer au leader palestinien une telle responsabilité. Dans la bande de Gaza, où les émeutes du jeudi sanglant ont fait au moins 34 morts dont 30 Palestiniens, le récit de nombreux policiers ayant tiré sur les forces de sécurité israéliennes laisse entendre qu'ils ont agi de leur propre initiative. Une sorte de levée aux armes spontanée, «révolutionnaire» selon l'un d'eux, pour protéger des manifestants plus

---

Hiver 1996-1997

que pour faire le coup de feu. L'Autorité palestinienne avait certes appelé à manifester dès le 24 septembre après le percement la veille par les autorités israéliennes d'un tunnel archéologique le long de l'Esplanade des mosquées, à Jérusalem. Mais sa principale responsabilité semble être de n'avoir prévu ni la répression de l'armée israélienne qui tua cinq Palestiniens dès le 25 septembre à Ramallah, ni la réaction en chaîne que cette nouvelle suscita.

*«Nous respectons le leadership palestinien mais la violence est venue d'abord des Israéliens, explique ainsi un officier de la sécurité civile palestinienne qui se mêla le jeudi 26 septembre aux affrontements du carrefour de Netzarim contrôlant l'accès à la plus isolée des colonies israéliennes dans la bande de Gaza. Et si Israël viole la paix à nouveau, nous ne respecterons pas les ordres et nous tirerons encore. Ce que je vous dis, tous les policiers de mon rang le pensent».*

Iyad Farjallah, un sergent-chef de 22 ans, est de ceux dont le sang n'a fait qu'un tour devant les images télévisées des affrontements à Erez, le principal point de passage entre la bande de Gaza et Israël. Les Israéliens tiraient des balles de plastique et des gaz lacrymogènes sur environ 5 000 manifestants. La vue des blessés a électrisé le jeune sous-officier.

Enfilant précipitamment son uniforme alors qu'il était de repos dans son appartement de Jabalia, Iyad Farjallah s'est rué à son cantonnement pour chercher son arme. *«Un officier a voulu m'en empêcher mais je l'ai prise quand même et je me suis précipité à Erez. J'ai tiré 80 balles. Quel soulagement!».*

Exilé jusqu'à l'âge de 20 ans, francophone depuis un long séjour en Algérie, Iyad Farjallah effectuait pourtant depuis deux ans des patrouilles communes avec des gardes-frontières israéliens sur les routes de la bande de Gaza. Les soldats des deux camps avaient fraternisé, buvant ensemble le thé et le café, évoquant leurs fiançailles ou leurs enfants.

*«Nous avons des photos où on a posé ensemble, soupire désemparé le sergent-chef. Mais c'est une sympathie qui n'est valable qu'en temps de paix. L'Israélien reste toujours un ennemi et lorsqu'ils ont tiré sur mon peuple, j'ai senti que je devais le protéger. C'était la guerre. Pour défendre nos droits sur ce pays, il faudra encore beaucoup plus de morts et de blessures».*

Le colonel Abou Ghassan a vécu en direct de tels actes d'insubordination. Cet officier dirige la section palestinienne du Bureau de coordination du district (District coordination office) nord de la bande de Gaza. Composés d'officiers palestiniens et israéliens stationnant dans des campements parfois séparés de moins de 100 mètres, les DCO ont été créés avec l'instauration de l'autonomie palestinienne et positionnés à l'entrée de chaque territoire relevant de la «zone A», c'est-à-dire de la compétence exclusive de la police palestinienne. Deux ont été installés dans la bande de Gaza et d'autres dans chaque grande ville de Cisjordanie, Bethléem, Naplouse ou Ramallah... — à l'exception de Hébron. Les officiers israéliens et palestiniens des DCO se rencontrent ou se parlent, en temps de paix, plusieurs fois par jour. Ils commandent les patrouilles communes israélo-palestiniennes, arborant un fanion orange et qui sillonnent les routes autorisées aux Israéliens en zone A. Mis à part les

services de renseignement, nulle autre force n'est autant en contact avec la partie adverse.

Interlocuteur privilégié du commandement israélien, le colonel Abou Ghassan a pourtant été pris de court, le 26 septembre, par la violence de la répression contre les manifestants. Responsable notamment des secteurs de Netzarim et d'Erez, le principal point de contrôle des Palestiniens, souhaitant se rendre en Israël, il s'est dépensé sur le terrain pour négocier deux cessez-le-feu à 11 heures puis à 15 heures. En vain.

*«Le jeudi matin, ma hiérarchie nous avait expressément confirmé l'ordre très clairs d'empêcher les affrontements, affirme l'officier palestinien depuis son poste qui surplombe Erez. Il nous était absolument interdit d'avoir des échanges de tirs avec les Israéliens. Nous devions maintenir le calme de façon coordonnée avec eux. Nous avons d'ailleurs l'expérience de ce type de situation. En juillet 1995, plusieurs dizaines de milliers de personnes avaient manifesté ici pour protester contre un blocus des territoires. Les soldats israéliens avaient tiré mais il n'y avait eu que des blessés car c'était des tirs non ajustés. Cette fois, il y avait 5 000 manifestants mais il y a eu 13 morts à Erez car les Israéliens tiraient pour tuer».*

Le colonel Abou Ghassan affirme qu'Israéliens et Palestiniens avaient conclu, au temps du précédent gouvernement, un accord prévoyant qu'en cas de manifestations palestiniennes, les soldats israéliens se retiraient d'environ 200 à 300 mètres et laissaient leurs positions les plus avancées à leurs homologues palestiniens, chargées de contenir la foule. Cette fois, les Israéliens n'ont pas bougé et ont commencé très rapidement à tirer des balles en plastique et des gaz lacrymogènes.

À 11 heures, après trois heures de tension et alors que des policiers palestiniens se mêlaient aux combats, le colonel Abou Ghassan a pris sur lui de donner l'ordre de tirer. *«Les Israéliens tiraient à balles réelles. Un policier palestinien venait d'être tué et dix blessés. J'ai dit à mes hommes de se défendre et j'en ai immédiatement informé mon haut-commandement et les Israéliens, avec lesquels j'étais en contact permanent».* Un soldat israélien sera tué à Erez et un autre à Netzarim. Quarante-huit heures après la bataille, l'officier refusait d'envisager des sanctions contre les policiers qui s'étaient jetés sans ordre, durant la matinée, dans les combats. *«C'était la guerre, explique-t-il, et en temps de guerre, ces hommes ont agi comme ils le devaient».*

Dès le vendredi matin, Iyad Farjallah reprenait son poste à Netzarim, face au mirador de ses «collègues» israéliens. Plusieurs centaines de soldats palestiniens étaient déployés sur la route conduisant à Erez pour empêcher d'éventuels manifestants d'approcher des garde-frontières israéliens. À la reprise des cours, le samedi, les bus transportant les étudiants des universités de Gaza habitant au sud du territoire, étaient encadrées de deux jeeps palestiniennes chargées d'empêcher les étudiants de s'arrêter devant les colonies de Netzarim ou de Kfar Darom et de reprendre leurs confrontations. *A contrario*, l'absence de ce déploiement policier lors du jeudi sanglant peut faire peser un doute sur une préméditation de Yasser Arafat qui aurait provoqué l'affrontement en

laissant la voie libre aux manifestants. Mais la démonstration paraît faible.

De même, la chronologie des mots d'ordre lancés à la population par l'Autorité palestinienne durant cette tragique semaine permet difficilement d'incriminer celle-ci. Dès mardi soir, le cabinet du conseil des ministres palestinien appelle à protester contre l'ouverture du tunnel à Jérusalem-Est. *«Nous appelons les Palestiniens à accroître la lutte, notamment par une grève, des manifestations et des sit-in»*, explique le ministre des Finances, Mohamed Nashashibi. *«Nous avons décidé une confrontation pacifique avec Israël»*, commente le ministre de la Planification, Nabil Chaath.

Le mercredi soir, après la mort de cinq manifestants à Ramallah, l'Autorité palestinienne hausse le ton et appelle ses administrés à une journée de colère dans un communiqué lu à la radio «La voix de la Palestine». Le Conseil supérieur palestinien pour la sécurité demande à tous les membres des services de sécurité *«de se placer en état d'alerte pour se préparer à défendre notre peuple, nos terres, et notre sécurité»*.

Dès jeudi matin, de premières informations signalent des échanges de tirs à Netzarim. Un peu avant midi, Yasser Arafat donne publiquement l'ordre aux policiers palestiniens de résister aux attaques israéliennes. *«La direction appelle toutes les forces de sécurité palestiniennes à protéger la population et défendre la nation et les lieux saints, affirme un communiqué. Elle appelle à défendre les accomplissements du peuple palestinien et en premier lieu les territoires autonomes pour éviter toute incursion par les forces d'occupation»*. Trois heures plus tard, toutefois, les forces de sécurité palestiniennes instaurent le couvre-feu à Naplouse et le bureau du gouverneur de Ramallah affirme que «les ordres sont de ne pas tirer, sauf en cas d'autodéfense».

Dès le lendemain, Benyamin Netanyahu accuse Yasser Arafat d'avoir fomenté les troubles: *«Je voudrais suggérer à l'Autorité palestinienne qu'elle cesse d'essayer de réaliser des gains politiques en utilisant la terreur, les massacres et la violence»*, déclare-t-il. Mais des récits recueillis auprès d'officiers israéliens confortent l'idée que la situation semble avoir échappé à tout contrôle politique, tant du côté israélien que palestinien et que le jeudi sanglant n'aurait sans doute pas eu lieu s'il n'y avait pas eu cinq morts la veille à Ramallah.

Commandant de la section israélienne du DCO de Bethléem, le lieutenant-colonel Nissim ben Moukha a connu dès mercredi, une situation de forte tension près de la Tombe de Rachel, lieu saint juif et musulman bordant la route venant de Jérusalem. Les instructions données à ses hommes par cet Israélien, originaire du Maroc et parlant parfaitement l'arabe, ont toutefois toujours tendu à éviter toute confusion pouvant conduire à l'irréparable, assure-t-il.

Obéissant aux mots d'ordre de grève et de manifestation lancés par Yasser Ararat, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées mercredi vers midi, heure de sortie des écoles, en deux points, la place de la Nativité et aux abords de la Tombe de Rachel, raconte l'officier. Vers 17 heures, le premier groupe a rejoint le second et des milliers de manifestants ont alors fait face au barrage israélien chargé de protéger le lieu saint. Des cocktails molotov ont été lancés. Mais le colonel Ben

Moukha ordonne à ses hommes de ne pas tirer de balles en plastique, ni a fortiori, de balles réelles. C'est vers 19 heures, alors que la foule se rapproche et que de petits incendies provoqués par les cocktails molotov menacent de se propager, que l'officier, pour tenter d'approcher un camion de pompier, ordonne les tirs de balles en plastique et de gaz lacrymogènes. Plus tard, les soldats israéliens utilisent un canon à gravier.

À 21 heures, les Israéliens n'ont toujours tiré aucune balle réelle lorsqu'arrive le colonel Jibril Rajoub, chef des Forces préventives, l'un des services de sécurité palestiniens en Cisjordanie. Ce très proche collaborateur de Yasser Arafat est venu avec mission de ramener le calme mais son cortège est accueilli à coups de pierres par la foule. Celle-ci se retire finalement mais une demi-heure plus tard des coups de feu sont tirés depuis des positions palestiniennes, blessant un pompier israélien. Puis le silence se fit.

Le lendemain 26 septembre, dès l'aube, des tirs claquent depuis le camp de réfugiés voisins de Galayta. Dès 8 heures, de violentes émeutes se déroulent autour du Tombeau de Rachel. *«Nos règles d'engagement sont claires et ont été respectées, affirme l'officier israélien. On ne vise que celui que l'on a vu distinctement tirer sur nous»*. Le lieutenant-colonel Ben Moukha aura lui-même dans sa ligne de mire son «meilleur ami» palestinien, un officier des patrouilles communes surpris à encourager les manifestants. *«Je n'ai pas tiré, raconte le chef du DCO, soulagé. Je le lui dirai»*.

À partir de 13 heures toutefois, de violentes salves d'armes automatiques arrosent le réduit israélien. Les combats durent deux heures et feront quatre morts et deux blessés graves, parmi les policiers palestiniens. À 15 heures, les Israéliens proposent un cessez-le-feu et menacent sinon de détruire quatre sites de tirs palestiniens clairement identifiés. Les combats cessent alors rapidement. *«Pendant ces 48 heures, pas un civil palestinien n'a été blessé à balles réelles»*, affirme le lieutenant-colonel Ben Moukha.

Les règles d'engagement des soldats israéliens, le mercredi 25 à Ramallah semblent en revanche avoir été appliquées tout différemment. Les journalistes présents ont décrit comment dès le début de l'après-midi, grenades lacrymogènes et rafales de balles en plastique ont été tirées sur les deux mille manifestants affrontant le barrage bloquant la sortie de la ville, en direction de Jérusalem. Aux environs de 15 heures, un écolier s'écroule, tué par une balle réelle de fusil M16, alors que les policiers palestiniens présents n'avaient pas encore décidé de faire usage de leurs armes.

La lourdeur du bilan, après trois jours d'affrontements, tient aussi à l'engagement total de jeunes Palestiniens prêts à affronter avec de simples cailloux des soldats surarmés. L'esprit du sacrifice est profondément ancré dans la conscience palestinienne. *«Les jeunes couraient vers leur mort en lançant les cailloux avec la rage d'en finir après des mois de blocus et des années d'oppression»*, se souvient une universitaire de Ramallah. *«Comme père, je regrette la perte de mon fils, mais comme Palestinien, je suis heureux car il est mort en héros, explique le père*

d'Ehab Abdel Wahad, un officier de police de 23 ans tué jeudi à Netzarim. *Personne n'aime voir mourir son fils mais si la mort nous est imposée, alors, fasse que nous l'acceptons la tête haute*».

Jean-Christophe Ploquin